

1940

Jessie Kathleen Fisher

Première femme élue au conseil de ville

Par Gemma Gagnon

In Ces femmes qui ont bâti Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1992 : 256-258.

Jessie Kathleen Fisher est la première femme élue au poste d'échevin municipal (conseillère) à Montréal, en 1940. Deux autres femmes assument des responsabilités similaires au même moment, sans pour cela avoir été élues par suffrage; il s'agit de Mme Lucie Bruneau et Elizabeth Monk. Cette dernière représente le Comité des citoyens de Montréal, tandis que Mme Bruneau, pour sa part, est désignée pour combler une vacance. En 1942, Elizabeth Monk quitte les rangs du conseil. La Ligue du progrès civique fait alors élire Mlle Truax, qui reste la seule femme du conseil avec Jessie K. Fisher, réélue par acclamation. Celle-ci est réélue en 1944, puis en 1947, et on retrouve la confirmation de sa présence au conseil en janvier 1951. Jessie K. Fisher est alors identifiée comme la représentante des propriétaires (district n° 4).

Il faut comprendre qu'à cette époque, le droit de vote est réservé aux propriétaires qui forment le conseil. La situation montréalaise n'est pas une exception. Au Québec, l'exercice du droit de vote est limité aux propriétaires dans l'ensemble des municipalités et ce, jusqu'aux années 1970. Le droit de vote est alors étendu aux femmes, aux jeunes, ainsi qu'aux locataires en général. Si les enfants majeurs et les conjointes des propriétaires ont toutefois bénéficié d'un droit de vote dans les petites municipalités rurales, les fonctions de conseillers et de maires y demeuraient malgré tout réservées aux propriétaires.

Les informations dont nous disposons sur Jessie Kathleen Fisher sont peu nombreuses. Les archives municipales font référence au caractère pionnier de son rôle d'échevin, mais davantage encore aux réalisations des membres de sa famille qui ont marqué l'histoire de la ville et du pays. Son originalité est ainsi replacée dans l'ensemble de la geste familiale, s'y inscrivant dans une continuité logique. Il est surtout intéressant de noter l'accent très appuyé des sources, surtout journalistiques, sur l'appartenance authentiquement « canadienne » de sa famille. On apprend donc que son père, montréalais de naissance, est actif dans la construction de la ville et y érige la première maison à appartements du pays. Il épouse Mary Field Ritchie en 1885 et le couple aura deux garçons et deux filles. Le grand-père de Kathleen Fisher, Arthur, est le premier médecin à pratiquer l'homéopathie à Montréal et il contribue à la fondation d'un hôpital dans le quartier actuel de Notre-Dame-de-Grâce. Son arrière-arrière-grand-père, Philip Embury,

est le fondateur de l'Église méthodiste d'Amérique et son oncle, l'honorable Sydney Arthur Fisher, occupe le poste de ministre de l'Agriculture pendant plusieurs années sous le gouvernement Laurier. Du côté maternel, sa tante, Octavia Grace Ritchie England, fait partie des premières femmes admises à la faculté des arts de l'Université McGill où elle obtient un doctorat. Elle se présente comme candidate à la Chambre des communes et s'illustre non seulement dans les domaines de la politique et de l'éducation, mais aussi dans celui de la défense des droits des femmes.

Jessie K. Fisher a fréquenté la Montreal High School, le Trafalgar Institute, la Miss Edgar's and Miss Cramp's School. Ses activités sociales ont été nombreuses. Secrétaire du Ladies' Committee of the Royal Edward Laurencian Hospital et membre de son conseil d'administration, elle a aussi fait partie du conseil d'administration du Montreal Council of Social Agencies. Fisher milite également dans des associations féminines. Elle est membre du comité exécutif de la Ligue des droits de la femme, membre associée du Social Council of Women, du Women's Directory of Montreal, de la Julia Drummond Hostel Association, du Women's Canadian Club et du Hansard Club. Enfin, elle dirige la Miss Edgar's and Miss Cramp's School.

En janvier 1951, Jessie K. Fisher est à nouveau la seule femme à siéger au conseil municipal, mais d'autres femmes ont fait leur entrée dans les conseils de municipalités situées près de Montréal. Dans *La Patrie* du 21 janvier 1951, à l'occasion d'une réception organisée par l'Association des électrices en l'honneur des quatre femmes échevins de la région montréalaise, la présidente de l'association, Mme W. H. Gilbert, déclare que c'est la première fois que les femmes sont aussi présentes à ce palier de pouvoir. Pour Florence Fernet-Martel, membre de l'Association, Jessie K. Fisher a contribué directement à l'élection de ces femmes. Ces échevines sont Gertrude Emard (Saint-Lambert), Mme John Storey (Ville Mont-Royal), Mme Thomas Urquhan (Pointe-Claire). Dans cet article, on souligne également la présence de Mme Fred Doherty, qui fut échevine au conseil de Saint-Eustache-sur-le-Lac. Une autre femme assume, au même moment, des responsabilités de maire sans en avoir le titre; il s'agit de mère Émile d'Alexandrie, supérieure de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, qui gouverne la municipalité de Saint-Jean-de-Dieu - après l'incorporation du territoire en municipalité, le conseil d'administration de l'hôpital se voit en effet attribuer les tâches du conseil municipal.

Sources

BUSSIÈRES, R. « Les différents types de gouvernements municipaux d'après les pouvoirs conférés par la loi », gouvernements local et régional, texte 413, 1re. partie, Montréal. Fédération des jeunes chambres du Canada français (s.d.), p. 1-13.

GAGNON, Gemma. « Éléments d'histoire de la profession de gérant municipal au Québec, 1913-1990 », rapport de recherche (études urbaines), Université du Québec à Montréal,

1990, 81 p.

Archives de la ville de Montréal. dossier D 016, 277.

Entrevue avec Monique Léveillé, consultante, le 22 mai 1990.